



FONDATION  
JEAN BOETS  
ASBL

## *Thème*

---

*Quel avenir pour*

*l'enseignement technique*

*à Seraing ?*

---

Editeur responsable:  
Philibert CAYET,  
Président de la  
Fondation Jean BOETS

Rue de Montgnée, 144  
4101 JEMEPPE  
Tél: 04/233 87 61



*La Fondation Jean Boets*

*vous présente  
ses meilleurs vœux  
pour 1998*



## Fondation Jean BOETS

Panel de midi du mercredi 30 avril 1997

### QUEL AVENIR POUR L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ?

---

#### La FONDATION Jean BOETS

Par sa grande qualification professionnelle et par sa remarquable productivité, la main-d'œuvre de notre pays constitue une richesse inégalable qu'il importe de sauvegarder. Or, il faut bien l'admettre, la désaffection des jeunes vis-à-vis de l'enseignement technique perdure, surtout au niveau de l'enseignement secondaire technique et professionnel, où elle touche davantage le secteur industriel.

Ainsi donc, alors que nous nous engageons dans le grand marché européen, nous risquons de connaître, à plus ou moins court terme, une pénurie grave d'ouvriers, d'employés, de techniciens, de gradués et d'ingénieurs hautement qualifiés, masquée par la sévère crise économique que nous subissons depuis de nombreuses années.

Devant ce constat inquiétant, des responsables et des diplômés de l'enseignement technique ont créé une association sans but lucratif dénommée *Fondation Jean BOETS*, afin de rendre un hommage mérité à ce grand Directeur général de l'Enseignement de la Province de Liège qui, plus de quinze années après sa retraite, continue, jour après jour, à défendre un enseignement qu'il a toujours servi avec autorité et compétence.

Cette association a lancé immédiatement une vaste campagne de promotion de l'enseignement technique.

Soulignons que la Fondation Jean BOETS est une association interréseaux et apolitique, dont l'action s'étend sur le territoire de la Province de Liège.

## Les PANELS de MIDI

Les PANELS de MIDI organisés par la Fondation Jean BOETS regroupent des personnalités des milieux politique, socio-économique et enseignant, ainsi que des diplômés du technique.

Ces panels instaurent un dialogue permanent à propos de l'enseignement technique et sont devenus des lieux d'étude et de réflexion.

Chaque panel de midi permet de constituer un dossier de suivi, comportant une note de synthèse, des échanges de vues et des documents utiles destinés à servir la promotion de l'enseignement technique.

## Le PANEL de MIDI du 30 avril 1997

L'enseignement technique, c'est quoi ? Par enseignement technique, la Fondation Jean BOETS veut entendre :

- l'enseignement secondaire technique et professionnel, toutes orientations d'études ;
- l'enseignement supérieur de type long et de type court, couvrant les catégories suivantes : technique, agricole, économique, paramédicale, sociale, artistique, pédagogique ;
- l'enseignement de promotion sociale.

L'enseignement technique doit accueillir tous les jeunes et tous les adultes, quels que soient leurs moyens, et les conduire au maximum de leurs possibilités.

La société d'aujourd'hui doit donner à l'enseignement technique tous les atouts qui lui permettront de réussir son énorme tâche sociale, afin de préparer une société de demain plus juste, plus libre, plus efficace, plus démocratique, plus heureuse !

Les coordonnées de 1500 personnalités ont été répertoriées dans un fichier ; chacune d'elle reçoit le dossier de

suivi, établi en conclusion de chaque PANEL.

De cette façon, les panels de midi permettent de créer progressivement une documentation sans cesse actualisée, tenant en haleine ces 1500 personnalités sélectionnées et garantissant, de cette façon, un suivi permanent.

Le panel de midi du 30 avril 1997 organisé à l'Ecole Polytechnique de Seraing, répond à une question fondamentale :

### QUEL AVENIR POUR L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ?

dans la perspective d'une collaboration renforcée entre l'enseignement primaire et l'enseignement secondaire.

*La brochure n° 15 vous présentera le PANEL de MIDI du 21 mai 1997.*

*Ce Panel, poursuivant des objectifs identiques pour la périphérie de Seraing, s'est déroulé à l'Institut Provincial d'Enseignement Secondaire de Seraing (siège de Jemeppe).*



**Panel de midi n° 14**  
**La Fondation Jean BOETS**

est heureuse de vous recevoir

ce mercredi 30 avril 1997

dans les locaux de l'ECOLE POLYTECHNIQUE de SERAING



*de gauche à droite :*

- M. Philibert CAYET, Président de la Fondation Jean BOETS
- M. Guy BOURGEOIS, Inspecteur des Ecoles – Echevinat de l'Enseignement de Seraing
- M. Ivan FAGNANT, Directeur général de l'Enseignement de la Province de Liège
- Mme Andrée BUDINGER, Echevin de l'Enseignement de Seraing
- M. Jean-Marc GUILLEMEAU, Attaché au CFFUL – Université de Liège
- M. Jean BOETS, Président d'honneur de la Fondation Jean BOETS
- M. Maurice LECERF, Directeur général adjoint de l'Enseignement de la Province de Liège





**Fondation Jean BOETS**

**Panel de midi n° 14**

**du mercredi 30 avril 1997**

**QUEL AVENIR POUR  
L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ?**

en collaboration avec l'enseignement primaire communal de SERAING



*Vue générale des participants*



## **Fondation Jean BOETS**

**Panel de midi du mercredi 30 avril 1997**

# **QUEL AVENIR POUR L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ?**

## **Compte rendu**

---

### **Monsieur Philibert CAYET, Président de la Fondation Jean Boets**

En ma qualité de Président de la Fondation Jean BOETS, je suis heureux de vous souhaiter la bienvenue.

Merci à Madame Andrée BUDINGER, Echevin de l'Enseignement de Seraing, qui a accepté de participer à ce panel en compagnie des chefs d'établissements de l'enseignement primaire de Seraing.

Merci à Monsieur André GILLES, Député permanent, chargé de l'Enseignement et de la Formation de la Province de Liège. Monsieur GILLES a toujours soutenu la Fondation Jean BOETS et je lui suis reconnaissant des encouragements qu'il ne cesse de nous prodiguer.

Merci à Monsieur Ivan FAGNANT, Directeur général de l'Enseignement provincial et à ses collaborateurs directs, pour l'intérêt qu'ils portent à nos travaux.

Merci aux enseignants du secondaire, conduits par leurs directeurs : Madame Irène HODY et Monsieur Roland BAMPS.

Merci à Monsieur Norbert LENTZ, Directeur du C.P.M.S. de Seraing et à son équipe.

Merci aux anciens élèves qui témoignent de la qualité de la formation qu'ils ont reçue.

Enfin, merci à Monsieur Jean-Marc GUILLEMEAU, Attaché au Centre Interdisciplinaire de Formation de Formateurs de l'Université de Liège (en abrégé, CIFFUL). Après avoir suivi les cours de la section scientifique industrielle de l'École de Mécanique de la Ville de Liège, il conquiert une licence en sciences physiques. Il travaille depuis plus de 10 ans au CIFFUL où, d'après Monsieur Antoine ROOSEN, Professeur honoraire de l'Université de Liège, il s'affirme comme un pédagogue d'exception. Sa compétence en matière de construction d'outils méthodologiques pour l'enseignement technique et professionnel est unanimement reconnue. Monsieur GUILLEMEAU est aussi un membre actif de la Commission Communautaire des Professions et Qualifications (en abrégé, CCPQ), chargée de définir les profils professionnels.

Ainsi sont réunis un ensemble de groupes – enseignants du primaire et du secondaire, C.P.M.S., anciens élèves – particulièrement bien placés pour formuler des réponses à nos questions du jour : *Quel avenir pour l'Enseignement technique ? Que faut-il faire pour lui rendre la confiance de tous ?*

Je passe maintenant la parole à Monsieur GUILLEMEAU.

### **Monsieur Jean-Marc GUILLEMEAU, Attaché au Centre Interdisciplinaire de Formation de Formateurs de l'Université de Liège (CIFFUL)**

Je vais vous présenter quelques évolutions relatives aux métiers techniques que l'on observe sur le marché du travail.

Un petit mot avant de commencer, pour présenter le cadre dans lequel ces observations ont été faites, à savoir le Centre Interdisciplinaire de Formation de Formateurs de l'Université de Liège. Créé par le conseil d'administration de l'Université de Liège, le CIFFUL possède une structure interdisciplinaire : constitué de différentes personnes attachées aux différentes facultés, il ne dépend d'aucune faculté en particulier.

Nous nous occupons depuis plusieurs années de la formation continue des professeurs, principalement de l'enseignement secondaire ordinaire et secondaire spécial. Dans le cadre de ces travaux, nous avons noué des contacts privilégiés avec certains partenaires, notamment extérieurs à l'enseignement, parmi lesquels des opérateurs de formation qui relèvent de la formation professionnelle mais également des entreprises, aussi bien privées que publiques. Nous avons ainsi été amenés à



M. Jean-Marc GUILLEMEAU

fonctionner en relation directe avec des opérateurs et des entreprises du tertiaire public, notamment de manière à négocier, organiser et mettre en œuvre des programmes de formation.

Ces contacts privilégiés nous conduisent tout naturellement à des constats, dont j'aimerais développer aujourd'hui un élément que je considère majeur en tant qu'élément émergent dans les fonctions et métiers techniques.

Tout d'abord un paradoxe. Il est assez étonnant de voir que notre société se développe fortement au niveau technologique (des technologies classiques aux technologies nouvelles, en passant par des technologies plus médianes) et, par ailleurs, de constater un fort désintérêt des jeunes pour l'enseignement technique et professionnel.

On constate non seulement que les sections générales se remplissent plus volontiers que les sections techniques, mais aussi que, même dans la sphère technique, le tertiaire exerce beaucoup plus d'attrait que d'autres secteurs tels que la construction métallique, la construction tout court, etc. Devant ce paradoxe, on est en droit de se poser des questions : ne va-t-on pas connaître une sorte de fossé difficile à combler entre, d'une part, des citoyens qui n'ont pratiquement pas de formation technique et scientifique et, d'autre part, cette société fortement scientifique et technologique qui devient tout à fait omniprésente et même envahissante ?

Dès à présent, on observe une tendance *spontanée* – c'est pour cela que je parlerai volontiers d'*émergence* – qui apparaît déjà dans un certain nombre de métiers. En effet, les professionnels sont naturellement conduits à vivre ce fossé entre, d'une part, des équipements de haute technologie qu'ils doivent piloter, mettre au point, installer et, d'autre part, le public des utilisateurs à qui ces équipements sont destinés. C'est pourquoi on rencontre un certain nombre de professionnels qui, spontanément, réagissent par rapport à cela. Et que constate-t-on ? Que de nouvelles compétences sont mises en œuvre au départ de personnes qui sont des techniciens, c'est-à-dire qui ont une formation technique et sont globalement formés à des gestes et des études purement techniques. Que ce soit dans le domaine de la conception ou de la maintenance, on voit que ces personnes commencent à rentrer en communication avec des acteurs autres que purement techniques (autres que l'ingénieur de production ou l'ingénieur technique dont ils dépendent, autres que des ouvriers sur lesquels ils ont un certain pouvoir) et qui sont tout simplement les utilisateurs des équipements technologiques.

Je vais prendre quelques exemples concrets, afin de vous faire bien percevoir les glissements qui sont en train de s'opérer et partant, les nouveaux enjeux posés à la formation professionnelle et technique.

Premier exemple. Nous voyons dans les institutions publiques, aussi bien dans des ministères que dans des écoles, qu'un certain nombre d'équipements est proposé aux utilisateurs : des équipements souvent sophistiqués, aussi bien en matière de chauffage, de ventilation, de conditionnement d'air que des équipements informatiques, domotiques, etc. Il y a ainsi une sorte d'envahissement de la technologie dans les administrations, auquel les utilisateurs sont peu préparés.

Dès lors, on observe deux choses. Tout d'abord des réactions négatives par rapport à la technologie, qui sont des réactions de relatives dépossessions. Par exemple, les utilisateurs ne comprennent plus très bien ce qui est en train de

se passer au niveau de la gestion énergétique d'un bâtiment. Ces acteurs – à qui les systèmes sont destinés et qui devraient normalement en être les premiers bénéficiaires – deviennent plutôt victimes de ces systèmes et se retrouvent dans une situation de haute dépendance par rapport à la technologie. Mais par ailleurs, dans ces administrations, existent des équipes techniques, à propos desquelles on observe un glissement fondamental. Ces équipes – parfois deux ou trois personnes – deviennent de plus en plus préoccupées par ces problèmes d'affrontement entre technologie et utilisateurs. Elles sont peu à peu amenées à négocier l'utilisation des équipements de haute technologie avec les utilisateurs mêmes de ces équipements.

C'est un premier glissement observé : des fonctions strictement techniques, on passe à des fonctions de communication et de négociation sur l'objet technique. Un véritable défi se présente donc aux personnes qui ont une solide formation technique : traiter avec d'autres personnes qui, elles, ne détiennent précisément aucune formation technique et qui mobilisent des modèles de pensées, des réactions (parfois même négatives), non conformes aux leurs. C'est ainsi qu'apparaît toute une série de nouvelles tâches quotidiennes, que ces agents techniques doivent remplir.

Deuxième élément très important : cette négociation fait surgir de nouveaux problèmes. Au niveau de la gestion des équipements énergétiques dans un bâtiment, par exemple, la recherche d'une meilleure ergonomie et adéquation entre les systèmes et l'homme fait apparaître des dysfonctionnements. Ces anomalies résultent parfois simplement d'une conception qui, élaborée au départ du bureau d'études, n'a peut être pas suffisamment tenu compte des réactions des occupants. Dès lors, les agents techniques vont devoir renvoyer l'information vers les décideurs. En effet, à partir du moment où un certain nombre d'anomalies est détecté et que des perfectionnements s'imposent, on ne peut pas en rester là. Le système construit est figé ? Il faut l'adapter ! Et il faut donc que les équipes techniques s'emparent de ce repérage et constituent un véritable plan de rénovation, d'aménagement, de perfectionnement des équipements, voire même transforment totalement l'installation. Mais il faut alors convaincre les décideurs, qui détiennent le pouvoir de dire si on le fait ou non, si c'est pertinent ou non. On se retrouve donc devant un autre glissement. Un premier glissement de la communication consistait en la concertation avec les utilisateurs ; un nouveau glissement important fait que les agents techniques doivent se concerter avec les décideurs, défendre un projet, innover. Plus les systèmes sont sophistiqués, moins ils sont en général adaptés aux occupants et plus ce processus de concertation et d'innovation est nécessaire. Et donc, ces personnes dont la formation technique est indispensable – parce qu'il faut pouvoir discuter technique, comprendre ce qu'on est en train de dire sur la technique, repérer les dysfonctionnements qui sont avant tout techniques – doivent en outre jouer un rôle de médiation entre la machine et l'homme : l'homme-utilisateur et l'homme-décideur. C'est une fonction émergente, qui prend de plus en plus d'importance dans les grosses administrations, où il y a des distorsions importantes qui apparaissent lors de l'utilisation des équipements technologiques.

Deuxième exemple, qui vous est peut-être plus familier, celui du délégué technico-commercial dans une entreprise. Prenons le cas d'une entreprise qui crée et propose un produit dans le domaine de la construction. Ce produit est réalisé

par des concepteurs à l'intérieur de l'entreprise et est proposé sur le terrain par un délégué technico-commercial qui possède une solide formation de base et va "argumenter" son produit devant des utilisateurs potentiels. Or, il apparaît très vite que ce délégué, s'il veut être performant, ne doit pas s'inscrire dans une politique de vente du produit mais dans une politique d'aide à la résolution de problèmes de terrain. En fait, le but du bénéficiaire, du demandeur, n'est pas d'utiliser ce produit-là en particulier, mais de résoudre son problème. Aussi, pour aborder le client, le délégué technico-commercial est tout d'abord amené à changer sa manière habituelle de faire, pour ne plus avoir une politique en termes de *j'ai un produit qui vous convient, c'est le meilleur des produits* mais plutôt en termes de *quels sont vos problèmes ?* Il doit dans un premier temps négocier avec le client-utilisateur, puis éventuellement lui dire *effectivement, nous avons dans notre gamme de produits un certain nombre d'éléments qui peuvent vous aider*. Jusque là, c'est un processus classique. Ce qui est tout à fait novateur et porteur pour le développement d'une P.M.E., c'est un autre processus, non encore suffisamment mis en route, mais qui se développe et qui est le suivant. En repérant plus finement les besoins des entreprises et des clients, le délégué en contact avec le terrain et impliqué dans cette logique de résolution de problèmes détecte en fait les limites de ses propres produits et des produits concurrents. La négociation avec l'utilisateur fait que le délégué technico-commercial s'inscrit de nouveau dans un processus de concertation et de retour vers les décideurs. Il revient avec des éléments d'analyse de terrain qui font qu'il est capable de dire à ses propres décideurs, à l'intérieur de sa propre P.M.E., *voilà, j'ai repéré toute une série de demandes, de défauts, d'insatisfactions sur nos produits*. Il est de nouveau dans un double processus de concertation (avec les utilisateurs et avec les décideurs) dans le but d'innover le produit et, cette fois, au niveau d'une petite P.M.E., tout à fait en dehors du secteur tertiaire de l'administration dont je parlais. Un cas très précis a été observé auprès d'une entreprise de la région germanophone, qui a conquis une part importante du marché parce qu'elle est rentrée dans cette logique d'aide à la résolution de problèmes et d'innovation. Cette entreprise a été capable de s'adapter à la demande, avec des produits qui sont maintenant beaucoup mieux ajustés aux exigences du terrain. Le rôle des délégués qui se sont inscrits dans ce processus de concertation – des gens très bien formés sur le plan technique – a été capital.

Dernier exemple, un exemple courant que vous connaissez peut-être : celui du chauffagiste-installateur. S'il veut être performant, l'installateur en chauffage doit lui aussi s'inscrire dans la même logique. Il est d'abord un technicien : quelqu'un qui connaît à fond la technique, qui doit être bien formé sur le plan technique. Pourtant, lorsqu'il rentre chez un client, le premier acte qu'il doit poser n'est certainement pas un acte technique, mais un acte de concertation et de négociation avec le client. Il doit identifier la demande, notamment la demande de confort, ce qui n'est déjà pas facile. Il doit pouvoir interroger le ménage, percevoir le style de vie. Les besoins sont-ils différents suivant les saisons ? Selon que l'on s'adresse aux parents ou aux enfants ? Y a-t-il des situations un peu atypiques dans le ménage ? Il ne pourra être efficace sur le plan technique et donner véritablement satisfaction à ses clients que s'il s'est également mis dans une situation de concertation avec eux. Encore une fois, c'est une fonction émergente, sur laquelle le CFFUL a mis le doigt de façon cruciale, dans le cadre des travaux menés au sein de la Commission Communautaire des Professions et



Qualifications (CCPQ). Dans la formation initiale des chauffagistes, il est impératif qu'il y ait un volet consacré à la communication et la concertation avec les clients, de manière à ce que les équipements technologiques proposés soient le mieux adaptés possible à leurs besoins, leurs attentes, leur style de vie.

Alors, que faire de cette information ? Je vais être très bref. Voilà un constat sur des éléments émergents, où l'on voit que des fonctions et professions techniques rentrent en communication et en contact avec l'homme et exigent par conséquent des capacités de concertation, de négociation, d'aide à la décision. Pouvoir tout simplement informer, tenir un langage clair et accessible au grand public, voilà des défis tout à fait majeurs. Ces défis sont par ailleurs hautement positifs pour l'enseignement technique, parce qu'ils contredisent le cliché sommaire que d'aucuns ont souvent des métiers techniques : des métiers liés à la production, à l'exécution, auxquels sont attachées des connotations du style *acteur répétitif, simple exécutant*. Là, on passe à une image qui est tout à fait différente, plus valorisante, davantage humaine et "humaniste", dans le sens où l'on voit, d'une part, que l'agent technique doit entrer en communication avec les différents acteurs sociaux qui l'entourent et, d'autre part, que la technique est d'abord au service des utilisateurs, du développement des entreprises ou des administrations. C'est une image positive intéressante, encore insuffisamment développée, mais qui est certainement une voie d'avenir.

Il est clair que tout cela représente également un défi sur le plan des programmes de formation. Dans les exemples cités, on constate que la formation technique est incontournable. Pour être efficaces, les personnes impliquées dans les processus décrits ont besoin d'une solide formation technique et scientifique ; on ne peut pas imaginer qu'une personne issue de l'enseignement général deviendrait d'un seul coup un agent d'innovation technique. Cependant, il faut peut-être adapter un certain nombre d'éléments dans la formation initiale, qui tiennent compte des nouvelles fonctions émergentes. Exemples d'innovations que l'on pourrait introduire : porter l'accent sur la communication dans un certain nombre de cours, apprendre aux techniciens à expliquer, défendre un dossier, présenter une technologie, voire même la vulgariser pour des personnes dont la culture technique et scientifique est relativement faible, s'inscrire dans une logique d'aide à la résolution de problèmes de terrain avec des acteurs dont la connaissance technique est parfois limitée. Voilà donc toute une série de nouveaux enjeux au niveau de la formation initiale. S'ils représentent un défi émergent, ils font – comme je l'ai déjà dit – apparaître une lueur d'espoir quant aux clichés traditionnellement associés aux métiers techniques, en conférant à ceux-ci une image beaucoup plus valorisante. Je m'arrête là. Un grand merci.

### **Monsieur Philibert CAYET, Président de la Fondation Jean Boets**

Merci Monsieur GUILLEMEAU. Cela me fait grand plaisir de vous entendre, car j'ai toujours préconisé l'organisation de cours commerciaux au sein de la formation technique initiale. Je me permets de prendre un autre exemple très simple, celui du vendeur de magasin en électro-ménager. En tant que client, vous discutez avec ce vendeur qui, la

plupart du temps, a fait des études générales et étudié le commerce. Vous lui demandez des explications, jusqu'au moment où il vous interrompt pour aller appeler le technicien du magasin. Et bien, je ne peux m'empêcher de penser que ce serait bien plus simple si le technicien était lui-même vendeur. Ce vendeur-là connaîtrait son produit dans le moindre détail et n'aurait plus besoin de faire appel à une tierce personne pour satisfaire le client. Voilà, je vais maintenant céder la parole à Madame Irène HODY.

### Mme Irène HODY, Directrice de l'Institut Provincial d'Enseignement Secondaire de Seraing

J'ai le plaisir de vous présenter l'Institut Provincial d'Enseignement Secondaire de Seraing, situé sur la rive gauche de la Meuse.

Je remercie la Fondation Jean Boets et mon collègue Monsieur Roland BAMPS, Directeur de l'École Polytechnique de Seraing, de nous avoir invités.

Je voudrais vous donner un premier élément en préambule, à savoir que l'IPES et l'École Polytechnique sont deux établissements parfaitement complémentaires. S'ils forment ensemble un centre important, ils poursuivent toutefois des buts précis et spécifiques, non concurrentiels. Ils offrent des formations qui, bien que se complétant, sont réservées à des publics d'enfants différents.

Après un premier degré qui est commun à toutes les formes d'enseignement secondaire, l'IPES de Seraing est donc un établissement qui se structure sur un enseignement technique de transition, un enseignement technique de qualification et un enseignement professionnel. Cette structure s'étend sur quatre grands créneaux : le créneau scientifique et des sports-études, le créneau économique, le secteur des services aux personnes – j'entends par là les sections de bio-esthétique, d'assistance familiale, d'hôtellerie – et enfin, le secteur artistique. Nous développons aussi un technopôle à caractère économique sur le site de Jemeppe, en synergie avec la Haute Ecole Léon-Eli Troclet, dans l'intention d'ouvrir une 7<sup>ème</sup> année d'organisation des P.M.F.

Avant d'orienter les élèves dans ces quatre grands créneaux, notre souci initial est qu'ils réussissent au mieux leur 1<sup>er</sup>



Mme Irène HODY

degré. Cette réussite passe par une stratégie et un ensemble de moyens, fondés sur des actions éducatives aussi bien pédagogiques au sens strict que davantage psychologiques. Pour reprendre les propos de Monsieur GUILLEMEAU, nous essayons nous aussi de repérer les demandes, de détecter les dysfonctionnements éventuels et, puisque nous sommes de bons techniciens de l'enseignement, de mettre en place, grâce à la concertation, une stratégie qui permette à nos élèves de bien réussir leur enseignement secondaire.

Ce projet éducatif repose tout d'abord sur la conviction que chaque élève a ses points forts, sur lesquels s'appuyer pour le conduire au maximum de ses possibilités. Pour ce faire, nous nous employons à le placer dans des conditions que nous voulons optimales. Quand un enfant quitte l'enseignement fondamental, il passe du statut d'aîné à celui de cadet ; aussi veillons-nous d'abord à assurer sa bonne intégration dans l'enseignement secondaire. Cette intégration est importante, car la réussite pédagogique d'un enfant dépend aussi de son confort psychologique. A cet égard, nous cherchons également à responsabiliser les aînés, afin qu'ils encadrent les plus jeunes et favorisent au maximum cette transition de l'enseignement primaire au secondaire. Par ailleurs, l'accueil des plus jeunes, ce sont aussi des centres d'accueil efficaces pour les recevoir, les écouter et leur parler, un espace Colombe, une médiathèque. Il convient ici de souligner l'engagement des personnes responsables, qui n'hésitent pas à sortir, le cas échéant, de leurs prestations habituelles pour assurer les devoirs ou les leçons des élèves qui ont besoin d'un soutien particulier. La stabilité de notre population est d'ailleurs un reflet de cette intégration réussie et de cette ambiance volontaire.

Le confort psychologique de l'élève passe aussi, obligatoirement, par une relation école-parents suivie et harmonieuse. C'est pourquoi, au travers de nos contacts avec les familles, nous incitons toujours les parents à être partie prenante dans le processus éducatif. Nous consacrons, au niveau du staff, le temps inconditionnel nécessaire pour permettre le suivi continu de cette relation parents-école-enfant. Pour exemple, en période de pré-session d'examens, nous recevons individuellement de nombreuses familles, afin de préparer au mieux l'élève à sa session d'examens en déterminant ensemble la méthode de travail la plus adéquate.

Enfin, nous attachons une grande importance à la relation enseignement primaire-enseignement secondaire. Depuis plusieurs années, grâce d'ailleurs à l'Echevinat de l'Enseignement de Seraing, nous entretenons des contacts fréquents avec les écoles primaires. S'il s'effectue souvent au départ des cours de français et de mathématiques, ce rapprochement dépasse largement une discipline donnée. La connaissance préalable du public d'enfants, de leurs instituteurs et du type de formation reçue favorisent encore leur intégration heureuse dans notre établissement.

Pour les élèves en situation de remédiation et connaissant des difficultés scolaires ou personnelles, un Espace Colombe a été créé, où l'accent est mis sur la remédiation pédagogique entraînée par d'autres problèmes psychologiques. Nous avons également organisé un conseil de discipline pour les élèves en situations conflictuelles, en ce compris avec les enseignants. Doté d'un rôle et d'un esprit bien définis, ce conseil de discipline est conduit par une équipe motivée, qui veille à apporter une réponse appropriée à chaque cas.

Cet encadrement spécifique du 1<sup>er</sup> degré ne doit pas faire oublier tout le soutien et l'intérêt que nous portons aux 2<sup>ème</sup>

et 3<sup>ème</sup> degrés, pour lesquels notre stratégie est bien évidemment toute différente. Notre volonté de réussite au sein des 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> degrés est basée sur un premier objectif, qui est de conduire les élèves à l'enseignement supérieur. Cette préparation à l'enseignement supérieur via notre enseignement technique de transition peut se flatter de connaître de brillantes réussites : nombre d'élèves passés par l'IPES de Seraing sont devenus médecins, architectes, psychologues, ingénieurs... Quant à notre enseignement de qualification technique ou professionnel, il prépare au mieux les élèves à entrer dans la vie active, en leur dispensant une formation tout à la fois pointue et polyvalente. Nous entretenons à cette fin des contacts fréquents avec les entreprises, notamment pour l'organisation de nombreux stages. Notons que certains élèves ont ainsi pu être repérés, puis engagés par des entreprises.

Cet enseignement technique et professionnel tel qu'organisé par l'IPES, nous le défendons avec conviction : il est pour nous l'enseignement le mieux adapté et le plus performant pour les élèves davantage attirés par la pratique, le réel et l'action et moins enclins à absorber des matières sans en connaître les finalités. *A quoi ça sert ?* est aujourd'hui devenu

la question-leitmotiv de nombreux jeunes. A l'IPES de Seraing, ils ont la réponse à leur question.

Je vous remercie.



M. Roland BAMPES

### M. Roland BAMPES, Directeur de l'École Polytechnique de Seraing

Mes chers collègues, la question première à se poser est évidemment de savoir s'il est encore bien nécessaire de présenter l'École Polytechnique de Seraing, qu'on appelait autrefois l'École Technique et que d'aucuns connaissent depuis 1930. Sur la place de Seraing, cette école est en définitive une vénérable institution, à l'instar – toutes proportions gardées et en toute modestie – de Cockerill Sambre par rapport au milieu industriel. Pendant des décennies, nous avons fourni – et continuons à fournir – d'abord des ouvriers spécialisés, mais aussi des techniciens de très haut niveau, des cadres diplômés de l'enseignement supérieur, etc. Les ingénieurs responsables de fabrication de Cockerill et des autres entreprises du bassin sérésien venaient chaque année, notamment aux examens, recruter le personnel qualifié dont ils avaient besoin. Dès lors, vivant au rythme de l'industrie

régionale, l'Ecole Polytechnique de Seraing a elle aussi été frappée de plein fouet par cette mutation qui a concerné tout le tissu industriel. Le développement des sciences et des techniques, l'automatisation, la robotique, l'informatique – nous connaissons tout cela – ont entraîné une formidable reconversion de toutes les entreprises sidérurgiques, métallurgiques et autres. Une reconversion synonyme de diminutions spectaculaires d'emplois et de dépassement des qualifications au sein même de ces entreprises. Très logiquement, ce séisme devait atteindre les écoles techniques et professionnelles d'abord, mais aussi toutes les autres, quel que soit le réseau, non seulement en plein exercice mais aussi en promotion sociale et même, dans une moindre mesure, dans l'enseignement supérieur. Pour l'Ecole Polytechnique de Seraing, ce choc s'est traduit de manière tout à fait concrète par une diminution régulière de la population scolaire depuis quelques années.

Pourquoi ce préalable ? Car il est vraiment essentiel pour montrer l'évolution de l'Ecole Technique – aujourd'hui Polytechnique – de Seraing et expliquer pourquoi depuis quelques années nous avons, comme toutes les autres écoles techniques et professionnelles, vu notre population scolaire décroître.

L'Ecole Polytechnique de Seraing aujourd'hui, qui sommes-nous ? Que faisons-nous ? Subissons-nous ce passé, cette mutation industrielle, dont on ne sait pas où elle va nous conduire en termes d'emplois et de société ? Subissons-nous tout cela sans changer ? Continuons-nous à former nos mécaniciens, nos soudeurs, nos menuisiers comme jadis ? Evidemment non. Nous nous sommes efforcés de nous adapter, de percevoir l'orientation de ce changement et de transformer non seulement nos structures mais aussi toute une série de pratiques au niveau de notre école. Nous avons ainsi redéfini notre spécificité. En transformant les structures, nous avons aussi opéré des choix "stratégiques", en termes d'options. L'Ecole Polytechnique de Seraing est aujourd'hui une école qui forme idéalement les jeunes pour la poursuite d'études supérieures dans les domaines scientifiques ou techniques (des ingénieurs civils, des licenciés en sciences, des ingénieurs industriels, des gradués...), mais aussi une école qui forme des techniciens de haut niveau dont les entreprises ont encore besoin, tant il est vrai que lorsque CMI et Cockerill désengagent, ces mêmes entreprises, au même moment, embauchent des jeunes, notamment mécaniciens, mais détenant une qualification très précise. Cet excellent positionnement dans les secteurs industriels, voilà la spécificité de l'Ecole Polytechnique de Seraing. C'est dire qu'effectivement, comme le disait ma collègue, les deux instituts provinciaux d'enseignement technique ne sont pas du tout concurrents.

En ce qui concerne les structures, l'Ecole Polytechnique de Seraing organise, tout d'abord, une section de transition qui est véritablement une passerelle vers l'enseignement supérieur, en ce compris l'Université. Prenons l'exemple de notre option scientifique industrielle électro-mécanique, où les jeunes, en plus des heures de mathématiques, de langues, de sciences, ont l'avantage d'avoir du laboratoire, aussi bien en électricité qu'en mécanique et sont idéalement formés pour poursuivre des études d'ingénieurs industriels, d'ingénieurs civils ou bien des graduats.

Toujours au niveau de l'enseignement technique, la section de qualification vise à former des techniciens qualifiés répondant aux besoins actuels des entreprises. Ces entreprises, nous sommes en permanence en contact avec elles, soit

directement au sein des usines elles-mêmes parce que nous y plaçons des élèves en stages (aujourd'hui, en formation en alternance), soit parce que nous intégrons dans l'organisation de nos structures, programmes et méthodes, les conclusions des commissions telles que la Commission Communautaire des Professions et Qualifications, ou encore parce que nous prenons en compte les souhaits exprimés par des entreprises sans pour autant assujettir notre enseignement aux seuls besoins économiques. Dans cette section de qualification, nous continuons à former des électriciens, des électroniciens en télécommunication, en électro-mécanique.

Enfin, nous avons un enseignement professionnel dont l'image tout à fait négative qu'en ont certains n'est pas du tout conforme à la réalité, dès que l'on considère que cet enseignement s'adresse non pas à des jeunes en situation d'échec, mais à des élèves qui ont simplement des aptitudes meilleures pour tout ce qui est concret, pratique, manuel – ce qui n'est bien évidemment pas du tout dévalorisant. Citons pour exemple le 3<sup>ème</sup> degré professionnel en mécanique, qui n'est plus du tout ce qu'il était il y a dix ou vingt ans. Aujourd'hui, la commande numérique a remplacé les machines classiques. Il faut voir ces jeunes, d'abord apprendre au laboratoire de simulation en commande numérique sur des PC et des logiciels en mécanique usinage et, ensuite, passer au tour à commande numérique. Tous ces jeunes mobilisent leur réflexion, leur intelligence et leur savoir-faire avec une dignité exemplaire. De notre enseignement professionnel du 3<sup>ème</sup> degré sortent des jeunes qui sont vraiment très bien formés. Différentes orientations d'études y sont organisées : aux côtés de la mécanique usinage, il faut citer la mécanique garage, la construction métallique soudage, la construction gros œuvre, la menuiserie et l'industrie du froid. Nous sommes une des rares écoles de la Communauté française – je pense qu'il y en a deux ou trois – qui organise cette dernière option.

Après avoir brièvement abordé le point structures, je voudrais également insister sur des objectifs plus généraux, telle que la formation aux métiers. Nous visons en effet à former des jeunes à un métier, à une qualification et, pour atteindre cet objectif, nous avons réorganisé nos laboratoires, nos ateliers et actualisé nos équipements. Qu'il me soit permis de réfuter une opinion trop largement répandue qui laisse entendre que l'école n'aurait plus les moyens et les équipements suffisants pour suivre l'évolution technologique. S'il est vrai qu'il y a vingt ou trente ans, pour organiser correctement une section mécanique, il fallait peut-être vingt étaux-limeurs, vingt machines-outils pour faire du fraisage, du tournage, etc. – bref, un parc considérable – aujourd'hui il n'est plus concevable d'acheter vingt ou trente machines à commande numérique, qui sont des machines très coûteuses. Dès lors, que faisons-nous? Exactement ce qui se fait dans la plupart des entreprises, par exemple à la Sabena pour former des pilotes : nous avons recours aux technologies nouvelles pour faire de la simulation. Les ordinateurs, munis des logiciels adéquats, permettent à tout le monde de s'initier aussi bien à la commande numérique qu'à toute une série d'autres techniques dans le domaine de l'électricité. Via cet ensemble de nouveaux moyens, notre enseignement reste donc tout à fait pertinent par rapport à la réalité industrielle. N'oublions pas pour autant les contacts permanents entretenus avec les entreprises, notamment pour les formations en alternance, développées depuis le début des années quatre-vingt par l'Enseignement Provincial. L'Enseignement de la Province de Liège fut en effet précurseur en matière de formation en alternance, au travers des

premières expériences développées à Seraing et à Herstal. Depuis, sur la place de Seraing, la formation en alternance s'est intensifiée avec Cockerill, CMI et d'autres entreprises.

Une parenthèse, si vous le permettez, concernant les attentes et besoins des entreprises. La semaine dernière, nous recevions le responsable de la formation de Techspace Aero, une entreprise positionnée dans le domaine très pointu de l'aéronautique. Ce responsable ne parvenait pas à recruter des jeunes dans le domaine technique et citait des chiffres tout à fait précis. Sur base des fichiers "techniciens-mécaniciens" disponibles auprès de l'Onem, 450 jeunes ont dans un premier temps été répertoriés. Suite à un premier tri, 150 ont été pointés par l'entreprise et invités à se présenter à un examen de recrutement. 45 se sont présentés, 12 ont été retenus par l'entreprise, parmi lesquels certains étaient également convoités par CMI et d'autres entreprises du secteur Fabrimétal. C'est dire que le besoin de techniciens qualifiés reste tout à fait pertinent mais que les exigences se sont haussées : les entreprises ont besoin de jeunes motivés, qui ont une culture technique et scientifique de base extrêmement importante.

Pour en revenir aux objectifs de formation, je voudrais aussi insister sur ce volet particulièrement important que représente l'objectif d'éducation. En effet, le rôle de l'école ne se limite pas à former des personnes aux métiers. L'école doit également former des citoyens responsables, libres, autonomes, tolérants. Citons quelques exemples concrets de moyens mis en œuvre pour atteindre ces objectifs essentiels que sont l'apprentissage des responsabilités, de la vie collective, du travail en équipe. Comme c'est sans doute également le cas dans d'autres écoles, chaque classe va désigner ses délégués d'élèves. Sur les questions concernant l'ensemble de la classe, ces représentants privilégiés sont amenés à négocier avec la direction, les professeurs, à se concerter avec leurs camarades, etc. Autre type d'actions développées en matière d'apprentissage des responsabilités : les espaces de convivialité et d'échange que sont l'Espace Chouette au Parc des Marêts (annexe consacrée au 1er degré) ou l'espace de loisirs au bâtiment central, gérés par les élèves eux-mêmes. Ce sont les élèves qui organisent, assurent le fonctionnement et la maintenance de ces espaces, veillent au respect des locaux. Une radio d'école, animée par les élèves, a également été créée, avec tout ce que cela implique au niveau de l'organisation d'un groupe humain, de la planification du travail, etc. Enfin, au niveau de l'apprentissage de la vie collective, il faut également souligner les différentes mesures prises en matière de discipline. Les actualités nous ont récemment rapporté des incidents qui nous rappellent qu'aucune école n'est à l'abri des problèmes modernes de violence sous quelque forme que ce soit. Que faisons-nous, très concrètement, pour rencontrer ces problèmes ? Je commencerai par parler de façon positive des moyens que nous nous efforçons de mettre en œuvre pour apprendre aux jeunes à vivre avec d'autres, à respecter les autres. J'ai déjà cité l'Espace Chouette, établi au Parc des Marêts, qui est un espace avec deux aires : une aire de formation et une aire plus spécifiquement ludique, de jeu collectif, où les jeunes réalisent leurs propres souhaits sous la guidance d'un adulte. On y déploie toute une série d'activités théâtrales, musicales, à l'intérieur mais aussi à l'extérieur de l'école, chaque fois en s'efforçant de mettre les jeunes en situation de gestion et de vie collectives, de respect des autres. C'est extrêmement important de pouvoir mettre les élèves dans des situations scolaires moins traditionnelles car, en dehors de la classe, les rapports des jeunes entre eux mais aussi avec

les professeurs ne sont plus les mêmes : ils se transforment, évoluent et finalement s'enrichissent. Au niveau du bâtiment central, l'Espace Loisirs permet aux jeunes de se détendre pendant la pause de midi et constitue du même coup une incitation à rester dans l'établissement plutôt que de sortir et enfreindre les contrôles existants. Nous nous efforçons ainsi de développer de multiples activités pour faire en sorte que l'école soit un lieu agréable et vivant, où les élèves se prennent en charge, apprennent à vivre avec les autres et à respecter les règles. Cet objectif n'est pas toujours facile à atteindre, mais nous y arrivons. Pour exemple, le bâtiment central récemment repeint, d'autres espaces importants repeints depuis trois ou quatre ans, n'ont jamais été recouverts d'un seul graffiti. Pour en terminer avec la discipline, il faut encore parler des sanctions. Complémentairement au référentiel provincial en matière de discipline, qui est bien évidemment respecté, nous avons édicté nos propres règles au sein de l'école, au départ de la réflexion des professeurs. Une convention de vie collective est signée en début d'année par les élèves, les parents, le responsable de classe et le directeur d'établissement. Chacun s'engage à respecter les règles essentielles de respect des autres, mais aussi des bâtiments et équipements. Nous avons également listé, afin de clarifier les règles de discipline, un certain nombre de manquements aux règles élémentaires, avec chaque fois les sanctions correspondantes, sans pour autant que cette liste soit exhaustive, sans pour autant nous priver d'un espace d'appréciation en fonction des élèves et de la situation. Un dernier mot encore sur le Parc des Maréts. Placé sous la responsabilité du sous-directeur et réservé au 1<sup>er</sup> degré, cet espace est pratiquement fermé hermétiquement, de sorte que les élèves ne savent ni entrer, ni sortir pendant les cours ou la pause de midi. Par ailleurs, de par sa situation tout à fait extraordinaire à Seraing (un "vrai parc" avec deux terrains de football situé dans le fond de Seraing), il favorise une transition douce et harmonieuse entre les écoles primaires, qui sont des écoles à taille familiale, conviviale, et notre établissement. Cet environnement est également important pour développer des pédagogies de proximité.

Quel avenir pour l'enseignement technique et professionnel ? Je conclurai qu'il ne faut pas le positionner exclusivement comme le pourvoyeur des techniciens des entreprises de demain, même si, comme je le disais tout à l'heure, les entreprises ont encore besoin de techniciens. L'enseignement technique et professionnel est fort heureusement bien plus que cela. Nous vivons quotidiennement dans une société dominée par les sciences et les techniques : la technique est présente dans la plupart des objets qui nous entourent, la culture technique et scientifique de base est donc indispensable pour l'homme de demain. Elle doit en outre être accompagnée d'une formation générale et humaine solide, pour que l'homme puisse conserver la prépondérance sur les sciences et les techniques. Il est permis de penser que demain, peut-être, pour correspondre à cette réalité de société, toutes les écoles secondaires seront des écoles techniques.

Je vous remercie de votre attention.



## Mme Andrée BUDINGER, Echevin de l'Enseignement de Seraing

Au discours tout préparé, j'ai préféré participer comme tout un chacun au débat sur le sujet qui nous est proposé aujourd'hui. Auparavant, je voudrais remercier la Fondation Jean Boets et les directions des établissements provinciaux pour leur invitation auprès de l'administration communale et des écoles primaires de Seraing. Je constate avec grand plaisir que tous les responsables invités ont répondu présents. J'espère que chacun aura l'occasion de s'exprimer et de soumettre ses idées, remarques et suggestions sur ce qui a déjà été dit.

En ce qui me concerne, je voudrais insister sur quelques points, communs aux différentes interventions proposées jusqu'ici. Celles-ci soulignent bien cette mutation profonde de société que nous connaissons aujourd'hui et qui concerne de plus en plus directement chacun d'entre-nous. Alors, c'est vrai qu'on peut parler de "besoins nouveaux à satisfaire" mais, en l'état actuel des choses, j'aurais davantage tendance à parler de "manques à combler". Parler de la société aujourd'hui, c'est constater des lacunes importantes au niveau de l'éducation de nos enfants, mais aussi des carences graves au niveau économique. Ces éléments combinés, auxquels tous ceux qui ont une parcelle de responsabilité dans la société sont aujourd'hui confrontés, annoncent des situations difficiles pour notre jeunesse, à prévenir d'urgence.

Je suis entièrement d'accord avec Monsieur GUILLEMEAU lorsqu'il nous fait part de la nécessité d'introduire dans les formations techniques un volet communication. Cependant, cette nécessité n'est-elle pas tout bonnement urgente au niveau de toute formation ? En effet, le manque de communication me semble être un des plus importants phénomènes de société à une époque où, paradoxalement, le besoin de communiquer se trouve au cœur de tous les discours, de toutes les situations que nous rencontrons – et, au niveau de l'enseignement primaire, nous sommes bien placés pour aborder le sujet depuis la mise en place du programme de l'école de la réussite. Mais encore faut-il intégrer ce besoin intellectuellement. Or, plus on en parle, plus les discours y font référence, et plus les individus se referment sur eux-mêmes. Il est très difficile de véritablement amener chacun à sortir de son isolement, aussi bien professionnel que personnel. Tous ces phénomènes sont des défis majeurs pour l'avenir, qui ne pourront être relevés qu'en intégrant



Mme Andrée BUDINGER

effectivement la formation à la communication dans l'ensemble des programmes scolaires. Cela me semble fondamental. Une autre dimension qui m'a interpellée dans les différentes interventions est le constat selon lequel les étudiants, lorsqu'ils arrivent sur le marché professionnel, ne sont peut-être pas tout à fait prêts à rencontrer les besoins immédiats des employeurs. Mais ne devons-nous pas admettre qu'aucun individu, dans aucune profession, ne peut prétendre répondre parfaitement et immédiatement aux attentes de sa nouvelle entreprise ? Même si les étudiants peuvent être placés en situation quasi-professionnelle, bénéficier d'une formation très pratique et concrète, avoir accès à des outils de simulation performants, jamais l'école n'arrivera à leur apprendre réellement ce qu'ils auront à faire sur le terrain. Au regard des situations réelles, l'école est condamnée à être réductrice et schématique. Ne toucherait-on pas, là aussi, à un autre phénomène de société qui est celui de l'exigence de la rentabilité immédiate ? Plus que jamais, l'employeur est devenu exigeant : tout doit aller très vite. Prend-on encore le temps d'apprendre et de former au sein de l'entreprise ? La période complémentaire d'apprentissage, à laquelle tout nouvel employé devrait avoir droit pour se familiariser avec ses nouvelles tâches, est-elle encore de mise ? Bien sûr, l'école a le devoir de se tenir "à la pointe" de la formation pour répondre aux besoins des employeurs, mais doit-elle pour autant réduire son enseignement à des techniques pointues, censées répondre tout de suite à tel emploi précis ? Les personnes formées à ces techniques pointues ne courent-elles pas le risque d'être sacrifiées à la faveur des progrès et des changements importants intervenant dans leur domaine d'activités ? Ne devraient-ils pas plutôt suivre une formation plus globale, leur permettant de s'adapter davantage à un univers technique sans cesse changeant ? Encore faut-il que leur employeur leur octroie un temps d'adaptation minimum...

S'il est vrai que l'enseignement doit répondre aux besoins des employeurs, il n'est pas que cela. S'il est vrai que l'enseignement connaît des difficultés, il existe surtout un manque cruel d'emplois permettant aux jeunes diplômés de se familiariser aux conditions réelles de travail. Par rapport à ce phénomène, je vois difficilement des solutions au travers d'une réforme de l'enseignement. C'est à l'extérieur que ça se passe, même si l'enseignement doit veiller à rester adapté à la situation économique. C'est un vaste sujet de réflexion qu'il ne nous appartient pas d'épuiser ici. Voilà les quelques observations que je voulais faire. Merci.

#### **M. Philibert CAYET, Président de la Fondation Jean Boets**

En tant qu'industriel, je souhaiterais, Madame l'Echevin, non pas répondre à votre intervention, mais apporter quelques éléments de réflexion.

Vous évoquiez à l'instant la possibilité offerte au travailleur de parfaire sa formation dans l'entreprise elle-même. Un réel frein à cette possibilité réside dans le fait que les grandes entreprises se désagrègent et finiront bientôt par ne plus être que des bureaux d'études, gérant une production désormais exécutée en sous-traitance dans les PME. Du temps

où CMI comptait 3.000 ouvriers, cette entreprise, en engageant 30 diplômés de l'enseignement technique, était disposée à parfaire leur formation et ce, parfois, durant une année complète. Aujourd'hui, les PME qui occupent 3 ouvriers ne peuvent pas se permettre de former leurs travailleurs : elles n'en ont ni la capacité financière, ni technique. C'est un gros problème, qui signifie notamment qu'il est demandé à l'enseignement technique d'être de plus en plus performant et de correspondre de la façon la plus étroite possible aux besoins de l'entreprise.

De par la multiplication des PME, l'enseignement technique est aujourd'hui appelé à faire face à des exigences nouvelles, nées d'une évolution qui lui échappe.

### **Monsieur Francis BOURGEOIS, Directeur de l'Ecole Alfred Heyne**

Monsieur le Directeur a rappelé tout à l'heure que l'Ecole Polytechnique de Seraing avait une excellente réputation depuis de nombreuses décennies. Et je connais effectivement nombre de personnes d'Ougrée qui ont fréquenté l'école. J'ai cependant l'impression qu'aujourd'hui, en termes de fréquentation des établissements scolaires par les habitants d'Ougrée, un fossé se creuse entre les zones Ougrée/Seraing-haut et les zones Fond de Seraing/Jemeppe. Ce phénomène est probablement dû à la réticence croissante qu'ont de plus en plus de personnes à se déplacer : de nombreux parents optent automatiquement pour les écoles les plus proches de leur domicile. Ainsi, les enfants considérés intellectuellement doués continuent à se diriger vers l'Athénée Air Pur (Haut de Seraing) et l'Athénée d'Angleur, ou alors – si le déplacement est encore considéré comme étant trop long – vers le Lycée d'Etat du Beau Site (Ougrée). Ce dernier a par ailleurs ouvert des sections techniques qui concurrencent directement les établissements provinciaux, en ce compris les sections hôtellerie dispensées sur le site d'Ougrée.

Enfin, de plus en plus de jeunes qui ne savent tout simplement pas où aller, n'envisagent en tout cas pas de s'engager dans des filières techniques qui ne semblent guère offrir de perspectives d'emplois, étant donné la situation économique... La conjoncture est d'ailleurs à ce point défavorable qu'on sera bientôt tenté de conseiller aux jeunes de se diriger vers le bureau du chômage à la sortie de l'école primaire ! Une boutade qui révèle une réelle difficulté à orienter les jeunes, aussi bien à la sortie de l'école primaire que de l'école secondaire. Les établissements scolaires eux-mêmes, réputés ou non, sont bien en peine de pouvoir garantir un quelconque avenir à leurs étudiants. Comment orienter les jeunes ? Une question que je me suis encore récemment posée en accompagnant mon fils à un entretien d'information à l'INPRES, une question que se posent aujourd'hui tous les parents, en ce compris les mieux renseignés. Dans cette optique, j'avais instauré dans mon école, il y a une dizaine d'années, le principe d'une réunion de parents où étaient également conviés des représentants des écoles secondaires environnantes. Sur les 300 familles que représente l'Ecole Alfred Heyne, 30 répondaient généralement présentes à l'invitation. Malheureusement, cette opération n'a pas toujours été suivie avec une attention égale par les représentants des divers réseaux et filières

scolaires. Ces réunions ont donc été abandonnées, faute d'une participation représentative de la part des enseignants. Cela ne vaudrait-il pas la peine, aujourd'hui, pour ces 30, 40, peut-être 50 familles, de relancer une telle réunion, toutes écoles confondues, afin de donner des informations aux parents.

Je vous remercie.

### **M. Guy LEONARD, Directeur de l'École des Biens-Communaux**

Je me souviens qu'en 1951, au sortir de l'école primaire, les élèves allaient visiter l'exposition qui se tenait dans le grand hall de l'École Technique de Seraing. A l'époque, la situation était bien évidemment dichotomique : on allait soit à l'Athénée, soit à l'École Technique. Par-delà leurs différences, les deux écoles avaient en commun le mérite de garantir l'accès à l'emploi.

Aujourd'hui, j'ai l'impression que, dans un premier temps, l'Athénée attire l'essentiel des élèves. Un attrait qui mène parfois à des parcours scolaires catastrophiques, lorsque les élèves en difficulté à l'Athénée passent bientôt d'une école à l'autre. Le phénomène s'accompagne alors d'un discours au vocabulaire détestable, selon lequel ces élèves "redescendent" dans le technique. En effet, aujourd'hui, l'ancienne dichotomie, qui plaçait les divers choix possibles sur un même plan, a été remplacée par un échelonnement. C'est donc d'abord cette image-là, préjudiciable à l'enseignement technique, qu'il conviendrait de gommer.

A la faveur de réunions telles que celle-ci, j'apprends énormément de choses sur cet enseignement technique (en matière de structures, etc.) et je dois moi-même reconnaître qu'il y a encore quelques années, j'en connaissais bien peu. Il y a donc peut-être avant tout un problème d'information, qui n'est certainement pas simple à résoudre, mais qui me semble capital. Il est certain que de nombreux jeunes pourraient accomplir un très bon cycle de formation dans l'enseignement technique et ce, bien avant de connaître un parcours désastreux. Ce sont ces jeunes, qui méconnaissent trop souvent l'enseignement technique, qu'il faudrait parvenir à toucher.

### **Mme Irène HODY, Directrice de l'Institut Provincial d'Enseignement Secondaire de Seraing**

A la suite des interventions de Messieurs BOURGEOIS et LEONARD, je voudrais insister sur le fait que, si nous sommes aujourd'hui réunis grâce au soutien de la Fondation Jean Boets, les établissements provinciaux d'enseignement secondaire sont bien évidemment demandeurs quant à l'organisation de réunions de ce type. Mes collègues et moi-même sommes prêts à nous rendre dans les écoles primaires pour présenter l'enseignement technique.

Je souhaiterais rappeler que, tous milieux confondus, nombre de citoyens ignorent encore, malgré nos nombreuses

campagnes d'information, tout ce que l'enseignement technique est capable de faire et toutes les voies auxquelles il est capable d'amener les élèves. L'enseignement technique diplôme des élèves qui sont aptes, avec au moins autant de chances que ceux issus de l'enseignement général, à réussir parfaitement des études supérieures.

Au travers des contacts enseignement technique – enseignement primaire, par ailleurs largement facilités par Madame l'Echevin BUDINGER, les directions des établissements provinciaux de Seraing souhaitent ardemment convaincre les directions et instituteurs de l'enseignement fondamental de nous soutenir auprès des jeunes et de leurs parents, et ce dans l'intérêt même des élèves.

### M. Ivan FAGNANT, Directeur général de l'Enseignement de la Province de Liège

A la suite de l'intervention de Madame HODY, je souhaiterais rappeler que nous avons également d'excellents contacts avec le prédécesseur de Madame BUDINGER, qui n'est autre que Monsieur André GILLES, l'actuel Député permanent en charge de l'enseignement et de la formation. Citons, pour exemple, les diverses manifestations que Monsieur GILLES avait initiées au niveau de l'enseignement sérésien dans le sens large du terme. Si les contacts sont aujourd'hui plus fructueux encore, c'est précisément parce que deux pôles se rencontrent maintenant à Seraing : Madame BUDINGER d'une part et Monsieur GILLES d'autre part. En tant que Directeur général de l'Enseignement de la Province de Liège, je me devais d'apporter cette précision.

En outre, je voudrais très rapidement vous faire part de deux ou trois remarques.

Premièrement, c'est pour moi extrêmement réjouissant de voir autant de directeurs d'écoles fondamentales présents pour rencontrer des directions de l'enseignement technique. Je crois que les questions évoquées précédemment sont des questions traditionnelles, mais qui ne peuvent plus forcément recevoir des réponses traditionnelles. Des "anciens" ont dit tout à l'heure avoir connu tel autre ancien qui, après être passé dans l'enseignement technique, est devenu médecin... Et en effet, si on remonte à Mathusalem, on pourra très facilement trouver tous les exemples possibles et imaginables. Mais on peut aussi observer que dans les dernières années – et c'est cela qui est important – il y a toujours des étudiants qui sortent de nos écoles techniques et qui entreprennent par la suite de brillantes études. Donc, on n'a pas besoin de remonter très loin : aujourd'hui comme hier, des diplômés du technique réussissent des études supérieures.

Deuxièmement, je crois qu'il est important de ne pas mettre uniquement en exergue les étudiants qui font des études supérieures. Ce n'est qu'un des aspects de l'enseignement technique, dont le premier rôle, la première priorité, est de former des techniciens. Et là, je rejoindrai indirectement une interrogation déjà énoncée. C'est vrai qu'il n'y a plus aujourd'hui autant d'emplois à Cockerill qu'auparavant. En 1973, j'étais Directeur dans l'enseignement de Promotion Sociale à Herstal : il y avait alors 10.000 ouvriers à la FN. En tant que Directeur en Promotion Sociale à Herstal, j'ai été

reçu par Monsieur VANDERSTRICK presque comme un grand patron moi-même, parce qu'il avait à cette époque des contacts de ce type avec les nouveaux directeurs qui arrivaient sur la place d'Herstal dans l'enseignement technique. C'est vrai que tout cela a changé, mais le premier secteur d'emploi reste malgré tout le secteur de la production. En outre, sans emplois productifs, il n'y a pas d'emplois de services. Pour reprendre des faits qui ont été dits tout à l'heure, il n'y aura pas d'emplois technico-commerciaux s'il n'y a pas de produits. Donc, il existe un besoin important de techniciens. J'ai eu, ces jours-ci, connaissance d'une enquête menée au niveau Européen : on est en train de tirer la sonnette d'alarme pour des pays comme la Belgique et la France car il n'y a pas de renouvellement des techniciens. Une telle analyse n'est certainement pas évidente pour les gens de ma génération qui, pour la plupart, ont été pré-pensionnés et ont vécu des cas tels que cette entreprise de la région verwiétoise qui, après avoir occupé plus de 600 ouvriers, n'en emploie plus que 60 aujourd'hui. Mais à côté de cela, il existe d'autres entreprises, telles que des PME performantes, qui cherchent des ouvriers qualifiés. Ces entreprises-là ne demandent pas que ceux de 50 ou 55 ans qu'on a pré-pensionnés reviennent – ils leur coûteraient bien trop cher – elles demandent des jeunes bien formés. Et que doit-on entendre par *des jeunes bien formés* ? Madame l'Échevin a parlé tout à l'heure de formation générale. Pour moi, quand on dit "formation générale", je réagis en affirmant qu'une formation en mécanique, c'est bien une formation générale ! C'est pour cela que nous aurons probablement certains problèmes à régler dans le cadre de la CCPQ, au niveau des exigences actuelles des entreprises. Qu'on le veuille ou non, l'école doit former aujourd'hui un mécanicien que l'entreprise devra obligatoirement "adapter" demain. Sa formation mécanique devra être différente de celle qui était faite il y a dix ans et, a fortiori il y a vingt ans, mais il devra toujours être un mécanicien, c'est-à-dire suivre une formation générale dans un domaine de l'électromécanique, qui lui permettra d'assurer une carrière complète au niveau de différentes entreprises. Car nous n'en sommes plus, du moins je l'espère, à croire que nos enfants et à plus forte raison nos petits-enfants pourront faire une carrière dans une seule entreprise. Soyons clair : ce n'est pas une solution pour demain que tous les étudiants fassent du secondaire général puis des graduats. Parce que graduat veut dire supérieur, ce qui signifie qu'ils arriveront sur le marché du travail avec d'autres exigences barémiques, qui ne correspondront pas nécessairement à l'évolution et à la structure de la nouvelle société de production. Et ils n'auront pas nécessairement non plus, même s'ils ont fait trois ans de graduat, la formation qu'on obtient en deux ans au niveau d'un troisième degré technique. Celle-ci est sensiblement différente, puisqu'au niveau d'un première année de graduat sont aussi accueillis des étudiants qui n'ont jamais fait l'enseignement technique. Ces formations sont donc différentes, or il s'avère qu'un besoin fondamental en techniciens – en A2, comme on les appelait avant – apparaît dans une région comme la nôtre. Ce phénomène inéluctable se manifeste de façon de plus en plus évidente. Vous me direz alors : comment se fait-il que dans l'exemple cité tout à l'heure par Monsieur BAMPIS il n'est resté que douze personnes sélectionnées sur les quatre cents au départ. Vous devez savoir que sont inscrits comme demandeurs d'emploi en mécanique, toutes les personnes qui ont travaillé un jour dans la mécanique ou qui n'ont pas terminé des études mais ont au moins fréquenté une troisième professionnelle mécanique. Sur les quatre cents, il y en avait peut-être vingt-cinq qui étaient diplômés de mécanique. C'est tout le

problème de l'Onem et des fameuses statistiques : à un point tel qu'avant la prolongation de l'obligation scolaire, les neuf dixièmes des demandeurs d'emploi dans le secteur de la construction (que j'avais suivi de très près à l'époque) étaient des gens qui avaient suivi une troisième professionnelle construction non réussie. Inscrits comme demandeurs d'emplois dès 14 ans et demi, 15 ans, ils devaient être "rubriqués" – comme on dit à l'Onem – pour les placeurs et étaient donc repris dans la catégorie construction. Une fois de plus, la réalité contredit donc les apparences. C'est ainsi que sur toutes ces personnes recensées, il n'y en a pas beaucoup qui ont réellement réussi leurs études.

Je ne sais évidemment pas comment s'est déroulé l'entretien de Monsieur BOURGEOIS à l'INPRES, mais dernièrement, j'ai encore eu l'occasion de constater la demande impressionnante d'informaticiens que connaît l'établissement. Tout récemment, j'apprenais par hasard que, dans un service d'Université proche de celui de Monsieur GUILLEMEAU, l'informaticien employé par ce service venait d'accepter une proposition d'embauche dans le privé. Il y a actuellement une recherche si importante d'informaticiens que l'INPRES ne compte pratiquement plus un seul demandeur d'emploi parmi ses diplômés. Et l'Institut continue à être sollicité par maints employeurs, à cette époque-ci de l'année. En informatique, on connaît donc actuellement une situation tout autre que celle vécue par de nombreux médecins, avocats, romanistes, historiens... qui cherchent sans succès un emploi susceptible de valoriser leurs compétences.

Il existe ainsi divers phénomènes, propres à une société qui évolue aujourd'hui considérablement et qui ne sont pas nécessairement bien connus. Le plus grave pour l'enseignement technique et pour la région – cela a déjà été dit tout à l'heure – est que l'enseignement technique, trop souvent, n'attire que des étudiants qui ont préalablement échoué ailleurs. Dès lors, comment voulez-vous que ce soit, dans l'ensemble, de bons étudiants ? Or, nous devons diplômer de bons étudiants dans l'enseignement technique si nous voulons que notre région, demain, continue à avoir de l'emploi pour tous. Notre région ne vivra que si elle est productive ; pour cela, elle doit renouveler, avec un autre niveau d'exigence, le groupe des techniciens qui arrivent aujourd'hui à la pension. C'est un message fondamental que nous devons comprendre, pour notre survie même et celle de nos enfants. Je vous remercie de votre attention.

#### **M. Jacques NIHART, Animateur en Chef, Echevinat de l'Enseignement de Seraing**

Je crois que les mérites de l'enseignement technique ne sont plus à démontrer ; la preuve vient encore d'en être faite ici. S'il subsiste malgré tout un désintérêt pour l'enseignement technique, il faut peut-être en trouver les causes ailleurs. Je n'ai pas la prétention d'en faire une liste exhaustive, mais je vois pour ma part deux raisons qui peuvent en partie l'expliquer.

Je pense par exemple – c'est peut-être une cause mineure mais il faut quand même la relever – au fait que depuis quelques années, l'enseignement fondamental n'organise plus de façon systématique des cours de bricolage, de travaux manuels, etc. Ce recentrage de l'enseignement sur "l'essentiel" a entraîné la disparition des activités davantage

manuelles précédemment organisées. Je crois que c'est assez regrettable, car elles permettaient probablement de mettre en valeur certaines qualités, notamment auprès d'élèves qui sont peut-être plus manuels qu'intellectuels ou qui ont en tout cas des habiletés qui ne peuvent généralement être décelées qu'à l'école. Qu'ils ne les découvrent plus aujourd'hui vu la désaffection de ces cours est quelque peu dommage.

Une deuxième raison tient aux effets pervers de la volonté égalitaire qui a présidé au développement de l'enseignement rénové et qui a fait en sorte que, dans l'esprit des parents, ont été présentées sur le même pied les filières générales et les filières techniques. Comme au même moment, les mêmes personnes ont tendance à établir une hiérarchie – on peut le regretter – entre l'enseignement général et l'enseignement technique, la plupart ont recommandé à leurs enfants d'"essayer" l'enseignement général, avant de "se rabattre" sur l'enseignement technique en cas d'échec. C'est bien évidemment une situation regrettable.

Tout à l'heure, on a parlé d'expériences d'échanges entre des enseignants du primaire et du secondaire sur le territoire de Seraing. Je peux témoigner que le réseau d'enseignement secondaire qui participe le plus activement à ces travaux est le réseau provincial. Je crois pouvoir dire que ces rencontres ont permis à nos enseignants et à nos directeurs d'école de mieux connaître l'enseignement secondaire provincial. Malgré l'abondance des campagnes de promotion, l'important message de l'enseignement technique concernant tout ce qu'il offre aux enfants ne passe manifestement pas facilement ; je suis convaincu que ce canal est un moyen privilégié pour y parvenir.

Enfin, je souhaiterais attirer l'attention des directeurs d'école sur l'importance d'une orientation valable des élèves au sortir de l'enseignement primaire. Il est essentiel de donner une bonne information aux parents sur les diverses possibilités offertes aux jeunes. Je crois qu'à partir du moment où nous prenons l'option d'avoir une conversation franche avec des parents pour leur dire "*Votre enfant est plus apte à tel type d'enseignement plutôt que tel autre*", nous accomplissons pleinement notre mission. Je suis convaincu que nous n'outrepassons en rien nos prérogatives en orientant directement les enfants vers l'enseignement qui leur convient le mieux. Je suis par ailleurs bien placé pour savoir que si trouver un emploi est encore possible actuellement pour un technicien, en revanche, pour un diplômé d'humanités générales, c'est impossible sans avoir une qualification de l'enseignement supérieur.

Dès lors je souhaiterais simplement demander à tous les acteurs qui sont ici présents – non seulement aux enseignants mais aussi aux membres des centres psycho-médico-sociaux – pour que chacun prenne ses responsabilités afin de faire en sorte que chaque élève soit valablement orienté dès l'entrée dans l'enseignement secondaire. Cette phase d'orientation est en effet essentielle pour lutter contre l'échec scolaire qui non seulement coûte de l'argent – je dirais à la limite que c'est accessoire – mais surtout renforce chez les étudiants et les adultes de demain un sentiment d'échec au sens large. C'est sans doute cela le plus important car le plus dommageable. Je vous remercie.



### M. Fernand DERWA, Animateur pédagogique, Echevinat de l'Enseignement de Seraing

Mon propos rejoindra en partie celui de Monsieur NIHART. Je suis convaincu que l'avenir de l'enseignement technique – thème de ce panel – est avant tout lié à la crédibilité qu'il pourra avoir aux yeux des parents.

A ce sujet, je me permets de vous soumettre deux questions. Comment convaincre les parents de la pertinence des formations techniques, donc de l'enseignement technique en général, alors que le tissu industriel se détricote autour de nous ? Comment vaincre les a priori souvent négatifs de la plupart des parents qui considèrent souvent l'enseignement technique comme un enseignement de seconde zone ?

### M. Philibert CAYET, Président de la Fondation Jean Boets

Je suis moi aussi convaincu que le souci prioritaire de tous les parents est de chercher un futur emploi pour leurs enfants. Et en effet, le tissu industriel s'est détricoté. Bien sûr, il y a eu des pertes d'emplois, comme à CMI que nous évoquions tout à l'heure. Mais n'oublions pas que dans des secteurs de services comme les banques, où étaient occupés des centaines de diplômés de l'enseignement général, ceux-ci ont été remerciés et ce, malgré les bénéfices extraordinaires engrangés par le secteur. Ils ont tout simplement été remplacés par des ordinateurs. Ainsi, les évolutions marquantes que nous connaissons actuellement sont loin de concerner un seul secteur d'activités.

Parmi ces changements profonds – j'en ai déjà parlé tout à l'heure – se trouve le déclin des grandes entreprises au profit des PME. Ces entreprises nouvelles se veulent de plus en plus flexibles et cherchent à diminuer ou augmenter leur personnel au gré des commandes. C'est pourquoi on assiste, dans le même temps, au formidable essor des sociétés d'intérim ; celles-ci se multiplient en raison d'un besoin croissant des entreprises. Or, si vous vous tournez vers ces sociétés muni d'un diplôme de l'enseignement secondaire général – je connais personnellement quelqu'un qui s'y est adressé après avoir fait deux années de droit – vous vous verrez répondre : *Monsieur, vous n'avez pas de métier, cela ne nous intéresse pas*. Si vous êtes formé à un métier, vous êtes au moins susceptible de correspondre à une multitude de demandes dans le cadre du travail intérimaire, qui pourront peut-être par la suite vous permettre de décrocher un emploi. Ainsi donc, je crois qu'on néglige un facteur essentiel, qui est que l'enseignement technique dispense des formations qui permettent souvent de trouver plus facilement des emplois. Des emplois peut-être momentanés mais qui valent mieux, vous en conviendrez, que pas d'emploi du tout.

Ces évolutions ont pour l'instant un caractère inéluctable : l'enseignement, aussi bien général que technique, doit s'y adapter. Indépendamment de ces contextes particuliers, il est évident qu'un seul type d'enseignement ne peut convenir à tous. Le général et le technique doivent se partager la mission d'éducation et de formation de façon équilibrée. Un équilibre à rétablir d'urgence.

## Mme Danielle ARNOLS, Sous-Directrice de l'Institut Provincial d'Enseignement Secondaire de Seraing

Je voudrais répondre à la question de Monsieur DERWA, concernant l'inquiétude des parents quand ils doivent faire un choix ou donner leur avis. Un avis finalement restrictif, lorsqu'ils ne présentent qu'une seule orientation à leurs enfants...

Pourquoi se tourner vers l'enseignement technique ? Si vous consultez les grilles horaires qui sont à votre disposition, vous vous apercevrez que dans les études techniques de transition comme de qualification, une large place est faite aux matières de base : français (5 heures/semaine, comme dans l'enseignement général), mathématiques (4 heures, voire davantage), etc. Donc, même si l'enfant poursuit des études à caractère technique et orienté au travers d'un objectif concret, il a la possibilité par la suite, grâce aux notions de base qui lui ont été dispensées, de poursuivre dans une toute autre voie, exactement comme le fait un enfant ayant fréquenté l'enseignement général. L'enseignement technique n'est donc nullement restrictif.

Pour prendre un exemple concret, nous avons dans notre établissement des élèves qui suivent des cours en bio-esthétique. Vous me répondez : *Je n'imagine pas que ma fille ouvre un commerce... A son âge, comme toutes les jeunes filles, elle aime se maquiller... Ce n'est pas pour autant qu'elle va poursuivre dans cette voie*, etc. En bref, vous êtes très inquiet. Et bien, au travers d'un objectif très précis, ces jeunes filles reçoivent des cours de sciences, qu'elles sont disposées à étudier car elles ont un but et voient où elles vont. (Rappelons cette question-leitmotiv qui a cours aujourd'hui auprès des jeunes : *A quoi ça sert ?*) Pour devenir une bonne esthéticienne, il faut connaître un jargon, des notions de sciences, de techniques... tout un ensemble de matières pour l'acquisition desquelles il faut une méthode de travail. On en revient à un des objectifs essentiels de l'enseignement secondaire : l'apprentissage d'une bonne méthode de travail pour éventuellement poursuivre dans l'enseignement supérieur. Il est d'ailleurs très fréquent de voir ces élèves poursuivre des études pour devenir infirmières, kinésithérapeutes, ou encore changer totalement d'orientation.

Voilà donc une réponse que vous pourriez donner à des parents qui sont inquiets et imaginent à tort que leur enfant se ferme des portes, lorsqu'il opte très tôt pour une voie bien précise.

## M. Yvon LECERF, Directeur de l'École des Trixhes III

En tant que Directeur dans l'enseignement spécialisé – je préfère ce vocable à celui de spécial – j'aimerais préciser que j'ai d'excellents contacts avec le siège d'Ougrée de l'IPES. C'est notamment dû au fait que divers étudiants de l'IPES viennent effectuer leurs stages dans mon établissement, de même que certains de mes élèves fréquentent par la suite l'IPES.

Je profite de cette occasion pour faire part de mon souhait d'entretenir des contacts similaires avec l'Ecole Polytechnique.

### **M. Emile LIZIN, Directeur de l'Ecole des Trixhes I**

Trop souvent, les médias – et notamment la télévision – nous décrivent l'enseignement technique comme un fourre-tout uniquement fréquenté par des élèves difficiles, obligés d'apprendre malgré eux des matières pour lesquelles ils n'éprouvent aucun intérêt. Cette vision est encore assombrie lorsque nous sont présentés des professeurs résignés et démotivés. Tout cela nuit grandement à la réputation de cet enseignement.

A la suite des interventions de Madame HODY et Monsieur BAMPs, je suis convaincu que ces clichés médiatiques n'ont pas cours ici à Seraing. Mais que pourrait-on faire pour rétablir une image exacte de cet enseignement ?

### **M. Philibert CAYET, Président de la Fondation Jean Boets**

Vous avez peut-être entendu, dans une émission récente, une interview d'une personne qui déclarait en substance : *On nous met dans les écoles professionnelles pour serrer les boulons*. Et voilà... Ainsi donc, nous sommes "informés" du fait qu'il faut sept années d'études pour apprendre à serrer des boulons ! On lance aujourd'hui une série de slogans aussi absurdes que provocateurs, et relayés sans autres commentaires par les médias.

### **Mme Andrée BUDINGER, Echevin de l'Enseignement**

Je souhaiterais apporter un commentaire en rapport avec les dernières interventions.

Nous sommes ici, je dirais, entre convaincus de l'utilité des deux possibilités d'enseignement, des deux voies possibles pour nos enfants. Monsieur FAGNANT faisait très justement observer que des études démontrent une impérieuse nécessité à prévoir, au niveau des techniciens, le remplacement des aînés. Entre enseignants, nous le savons. Donner un conseil aux parents, nous pouvons le faire. Le problème – et tout le monde le reconnaît – est que l'enseignement technique a une connotation péjorative, non justifiée, associée à toute une série d'images qui appartiennent au passé. Comment, concrètement et indépendamment des conseils que pourraient donner les enseignants, pourrions-nous convaincre les parents ? Car ce sont eux qu'il faut convaincre. Quelle est l'action de communication, éventuellement au travers des médias, qui pourrait être faite pour révéler des éléments précis, statistiques ou autres, qui arriveraient à rétablir la crédibilité de l'enseignement technique ?

Ne devrait-on pas, au-delà de la nécessaire liaison entre l'enseignement fondamental et l'enseignement secondaire (que nous devrions peut-être axer davantage, non sur un simple choix d'études, mais sur la possibilité offerte aux enfants d'appréhender un autre type d'études), examiner des moyens autres, en faisant notamment appel aux méthodes de communication les plus avancées, qui permettraient de sensibiliser les parents ?

Un travail doit être fait auprès des parents : rétablir l'image de marque de l'enseignement technique (on touche là encore à un phénomène de société : celui de "l'étiquette", du "paraître"), faire connaître les besoins existants (l'enseignement technique ne permet plus d'obtenir de façon quasi automatique un travail à Cockerill, mais il est porteur d'autres potentialités), etc.

En résumé, que pouvons-nous faire complémentairement à ce que nous faisons déjà aujourd'hui ?

### **M. Roland BAMPS, Directeur de l'École Polytechnique de Seraing**

Je n'ai bien sûr pas de réponse toute faite, mais quelques éléments de réponse, dont le premier reste quoi qu'il en soit le discours positif sur l'enseignement technique que les enseignants du fondamental peuvent tenir auprès des jeunes, auprès de leurs parents. A l'écoute de ce qui est dit ici, je reste convaincu de l'importance de cette démarche, même si, en effet, cela ne suffira pas.

Deuxièmement, il faut certainement mieux nous faire connaître au-delà des discours, de manière davantage concrète. Par exemple, en amenant les élèves de sixième année primaire dans nos écoles pour visiter nos infrastructures. Qu'ils aillent certes voir aussi l'enseignement général – pas d'exclusive, bien évidemment – mais qu'ils viennent découvrir concrètement ce qui se passe chez nous.

Troisième point important : nous mettre en rapport avec les associations de parents, nous inviter à des séances d'informations où celles-ci sont également présentes. Nous irons expliquer ce que nous faisons. Là aussi, nous inviterons les parents, pour corroborer et renforcer les paroles et les discours par l'observation directe.

Voilà trois idées. Il y en a certainement encore d'autres. Tout cela prendra sans doute encore un peu de temps mais, dès lors que nous sommes convaincus de l'utilité de la démarche, je crois que nous pourrons déjà avancer et engranger des premiers résultats assez rapidement.

### **M. Guy LEONARD, Directeur de l'École des Biens-Communaux**

Peut-être pourrait-on ajouter un quatrième élément de réponse, d'ordre davantage publicitaire, qui consisterait à publier des documents annonçant : *Cette année, nous avons formé autant de techniciens... Sur le marché du travail, on demande*

*ceci ou cela... L'établissement répond à la demande, etc...* Je crois qu'au travers de tels documents, le public aurait des données concrètes sous les yeux.

### **M. Jacky GOBERT, Directeur de l'École Heureuse**

L'enseignement provincial a toujours fait partie de mon héritage éducatif et familial. En tant qu'ancien enseignant du degré supérieur de l'enseignement fondamental et actuel directeur de l'École Heureuse à Jemeppe, j'ai toujours été un de ses ardents défenseurs.

Je dois cependant formuler un regret, qui a trait aux activités promotionnelles réalisées par l'enseignement provincial en région sérésienne. Durant les nombreuses années où j'ai enseigné à l'École du Centre à Jemeppe, nous étions reçus dans les établissements provinciaux pour y passer une demi-journée avec les élèves de sixième année. Cette initiative intéressait énormément les élèves, dont une grande partie se rendait alors aux journées portes ouvertes des écoles provinciales, cette fois avec leurs parents. Très logiquement, nombre d'élèves s'y inscrivaient par la suite, du simple fait d'y être déjà passés. Certaines années, c'est plus de la moitié de la classe qui m'était confiée qui s'inscrivait ainsi à l'École de Coupe de Jemeppe, comme on appelait à cette époque l'actuel IPES de Seraing.

Ces contacts particuliers ont disparu ; je pense qu'il serait opportun de les rétablir aujourd'hui.

### **M. Francis BOURGEOIS, Directeur de l'École Alfred Heyne**

Je profite de ce qui vient d'être dit pour m'adresser à Madame HODY et à Monsieur BAMPS et les inviter fin mai-début juin, avec leurs collègues, dans mon établissement, à une réunion avec les parents d'élèves sortant de sixième année primaire. Je m'engage à organiser cette rencontre dans les meilleurs délais.

### **M. Guy BOURGEOIS, Inspecteur des Ecoles, Echevinat de l'Enseignement de Seraing**

Je prends la parole tardivement, car je tenais d'abord à ce que les directions des écoles primaires puissent s'exprimer : je l'avais souhaité et leur en avais fait part.

Que puis-je ajouter à la suite des divers messages tout à fait pertinents, clairement énoncés ici ? Il ne s'agit pas de répéter ce qui a été dit. Je ne trahirai pas la "ligne de conduite" actuelle de l'Enseignement communal de Seraing – nous travaillons en équipe et essayons d'être des personnes de terrain – en réaffirmant que les bonnes relations entre

l'enseignement technique et professionnel et la Commune de Seraing, au travers de son Enseignement, sont de mise. On a rappelé tout à l'heure les liaisons primaire-secondaire. M. GOBERT a évoqué les visites qui se faisaient et qui, je l'espère, se referont à l'avenir. Tout cela existe et nous sommes ici aujourd'hui pour soulever des questions et essayer de tracer les pistes de réflexion qui devront être les nôtres. Car si nous sommes, pour la plupart, des responsables d'établissement, nous avons des responsabilités que nous n'ignorons pas, à savoir enseigner mais aussi penser à l'avenir des quatre cents enfants qui sortent chaque année de nos sixièmes années primaires et doivent s'orienter, à terme, vers leur avenir professionnel. Dans ce cadre, cela a été dit, nous devons répondre à différentes sollicitations, émanant tantôt de l'Enseignement Provincial, tantôt de l'Enseignement Communautaire et ce, de manière égale et objective. Nous le faisons et nous continuerons à le faire.

Cela étant, à l'écoute des différentes interventions, je me suis interrogé. Aussi je crois que l'essentiel est de savoir comment, dès demain, sensibiliser les enfants à l'importance de leur choix. Vous le constaterez, je place délibérément l'enfant avant les parents. En effet, très souvent, c'est l'enfant lui-même qui décide, je dirais, de son passage dans le secondaire. Pourquoi ? Ce n'est un secret pour personne : une majorité d'entre eux proviennent de milieux défavorisés où, trop souvent, les parents sont absents des choix essentiels. Ainsi, la plupart de ces enfants suivent un copain, tout simplement : *Tu vas à l'Athénée ? Moi aussi. C'est un choix qu'il ne faut pas nier : il se fait, il existe.* Si les parents sont par bonheur quelque peu conscients du fait que se joue à cet instant l'avenir de leur enfant, ils vont bien sûr rectifier le tir. Mais je n'ai pas peur de dire que, trop fréquemment, ce n'est pas le cas. Tout à l'heure, les directions du secondaire évoquaient des problèmes nouveaux, se posant en termes de discipline. Il faut savoir qu'un des problèmes majeurs auquel est confronté l'enseignement primaire concerne les relations qu'il entretient avec les parents. Ceux-ci viennent régulièrement nous voir pour critiquer telle punition, tel enseignant... Combien d'entre eux viennent s'entretenir avec nous de la meilleure orientation à prendre pour leur enfant à la sortie de l'école primaire ? Des collègues ici présents ont dit : *Il faut motiver les parents, les réunir, leur parler...* Je ne saurais trop leur recommander de les attirer sous le couvert d'une réunion conviviale. Si vous faites part de votre intention de les rassembler autour de problèmes plus profonds, plus concrets, des problèmes tout à fait délicats sur l'avenir de leurs enfants, vous n'obtiendrez pas le même succès : vous devez en être conscients. Donc, comme je l'ai dit, il nous faut en premier lieu concerner l'enfant. Pour cela, nous devons susciter en lui un intérêt : *Je vais dans telle école, parce que j'y ai été invité, parce que j'y ai découvert tel atelier, telle situation, tel métier, parce que je m'y sens bien, parce que je ne m'y sens pas rejeté...* Après une visite riche en découvertes, l'enfant répercutera son enthousiasme auprès de ses parents.

Dans les propos tenus par Monsieur BAMPES, j'ai notamment retenu que le rôle actuel de l'école secondaire n'est plus limité au seul métier d'enseigner et d'instruire. Il lui revient également un rôle social : on a parlé par exemple de mettre les jeunes en situations de loisirs, au travers desquelles peuvent se créer et se mettre en place de nouvelles synergies, etc. Demain, la mission de l'enseignement fondamental sera peut-être de penser aussi à cela.

Quoi qu'il en soit, je ne suis pas spécialiste en matière d'orientation, c'est le rôle notamment des centres psycho-médico-

sociaux. Vous saurez mieux que moi déterminer les pistes à suivre. Soyez cependant certains que si vous nous mettez en situation de répondre à des sollicitations très concrètes, nous serons là. En défenseurs de l'enseignement officiel, nous répondrons présents. Je souhaiterais aussi préciser qu'à mon sens, il faut entreprendre ces actions dès le début de la sixième année : ce n'est ni au mois de mai, ni en juin qu'il faut y penser, encore moins à la rentrée suivante en septembre.

Puisque nous étions réunis aujourd'hui sur les questions du devenir et de la défense de l'enseignement technique et professionnel, je lance un appel pour que demain, au-delà de cette rencontre très agréable, nous nous mettions autour d'une table pour élaborer concrètement des solutions : simples, concrètes, adaptées aux moyens dont dispose l'enseignement fondamental. Peut-être à moyen terme pourrions-nous alors recréer une synergie autour de cette problématique de l'enseignement technique et professionnel.

Je remercie à la fois les organisateurs de ce panel, nos collègues de l'enseignement secondaire, et également les directeurs d'école de l'enseignement fondamental – qui se sont jetés à l'eau et ont fait part de leur intérêt pour le parcours scolaire dans lequel s'engagent leurs élèves.

Je vous remercie.

### **Mme Andrée BUDINGER, Echevin de l'Enseignement de Seraing**

Je tiens à remercier une fois encore la Fondation Jean Boets et les directions des établissements provinciaux de Seraing pour leur invitation à ce Panel. Merci également à Monsieur GUILLEMEAU pour avoir introduit les débats. Enfin, merci aux directions des écoles primaires pour leur participation active.

## Fondation Jean BOETS

Panel de midi n° 14  
du mercredi 30 avril 1997

### Liste des participants

---

M. Daniel ANDRIEN	Ancien élève ECOLE POLYTECHNIQUE DE SERAING
Mme Danielle ARNOLS	Sous-directrice INSTITUT PROVINCIAL D'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE SERAING
M. Roland BAMPIS	Directeur ECOLE POLYTECHNIQUE DE SERAING
M. Jean BOETS	Président d'honneur FONDATION JEAN BOETS
Mme Claudine BONGAERTS	Assistante sociale CPMS 1 SERAING
M. Francis BOURGEOIS	Directeur ECOLE ALFRED HEYNE
M. Guy BOURGEOIS	Inspecteur des écoles ECHEVINAT DE L'ENSEIGNEMENT DE SERAING
M. Francis BOUSMANNI	Directeur ECOLE DE L'INDUSTRIE
Mme Andrée BUDINGER	Echevin de l'enseignement ECHEVINAT DE L'ENSEIGNEMENT DE SERAING
M. Philibert CAYET	Président FONDATION JEAN BOETS
M. Guy CHAPA	Directeur ECOLE DES TRIXHES II
M. Jean COLLARD	Animateur ECHEVINAT DE L'ENSEIGNEMENT DE SERAING



M. Marcel DANS	Trésorier adjoint FONDATION JEAN BOETS
Mme Denise DEREYCK	Assistante sociale CPMS 1 SERAING
M. Fernand DERWA	Animateur ECHEVINAT DE L'ENSEIGNEMENT DE SERAING
M. Michel DETROZ	Secrétaire FONDATION JEAN BOETS
M. Jean DROGE	Directeur ECOLE DE LA TROQUE
Mme Monique DUBOIS	Directrice ECOLE DE LA JEUNESSE
M. Ivan FAGNANT	Directeur général ENSEIGNEMENT DE LA PROVINCE DE LIEGE
M. Luc FONTAINE	Sous-directeur ECOLE POLYTECHNIQUE DE SERAING
M. Henri GALANT	Directeur ECOLE DES SIX-BONNIERS
M. Jacky GOBERT	Directeur ECOLE HEUREUSE
M. Jean-Marc GUILLEMEAU	Attaché CIFIUL - UNIVERSITE DE LIEGE
Mme Claudine HEMROULLE	Infirmière CPMS 1 SERAING
M. Joseph HODEIGE	Chef de travaux ECOLE POLYTECHNIQUE DE SERAING
Mme Irène HODY	Directrice INSTITUT PROVINCIAL D'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE DE SERAING
Mme Nicole JOACHIM	Directrice ECOLE BUISSONNIERE
Mme Anne LAMBRECHTS	Chef d'atelier INSTITUT PROVINCIAL D'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE DE SERAING
M. Maurice LECERF	Directeur général adjoint ENSEIGNEMENT DE LA PROVINCE DE LIEGE
M. Yvon LECERF	Directeur ECOLE DES TRIXHES III
M. Norbert LENTZ	Directeur CPMS 1 SERAING
M. Guy LEONARD	Directeur ECOLE DES BIENS-COMMUNAUX

---

Mme Irène LIBERT	Directrice ECOLE DE BONCELLES
Mme Jacqueline LIBERT	Chef d'atelier ECOLE POLYTECHNIQUE DE SERAING
M. Emile LIZIN	Directeur ECOLE DES TRIXHES I
M. Pierre MARLY	Animateur conseiller en communication FONDATION JEAN BOETS
M. Jean-Louis MASSART	Attaché de presse CABINET DU DEPUTE PERMANENT ANDRE GILLES
M. Jacques NIHART	Animateur en chef ECHEVINAT DE L'ENSEIGNEMENT DE SERAING
M. Charles PAQUAY	Directeur ECOLE MORCHAMPS
Mme Milenda RIOLI	Chef d'atelier INSTITUT PROVINCIAL D'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE DE SERAING
M. Lucien SACRE	Directeur ECOLE DE LIZE
Mme Arlette SCHOOONBROED	Directrice ECOLE DES TAILLIS
Mme Paulette STASSEN	Directrice ECOLE DU CENTRE
Mme Daizy STOQUART	Psychologue CPMS 1 SERAING
M. André TIERELIERS	Directeur ECOLE LÉON DELEVAL
M. Guy VANDORMAEL	Directeur ECOLE DES BOULEAUX
Mme Nicole WILMOTTE	Chef d'atelier ECOLE POLYTECHNIQUE DE SERAING

Province de Liège



Enseignement  
Numéro vert : 0800 14 162

# ECOLE POLYTECHNIQUE DE SERAING

Rue Colard Trouillet, 48 - 4100 Seraing  
Tél. : 04/330.72.01



## Enseignement technique de transition

Scientifique industrielle électromécanique

## Enseignement technique de qualification

Électromécanique

Électricité industrielle

Électronique télécommunication

## Enseignement professionnel

Mécanique usinage

Industrie du froid

Électricité : équipements industriels

Mécanique garage

Construction métallique soudage

Menuiserie

Construction gros œuvre



*LA THEORIE, JE LA PRATIQUE*



# INSTITUT PROVINCIAL D'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE DE SERAING

Quai des Carmes, 43 - 4101 Jemeppe  
Tél. : 04/234.95.95  
Av. du Centenaire, 240 - 4102 Ougrée  
Tél. : 04/336.11.97

## Enseignement technique de transition

Arts  
Sciences économiques appliquées  
Education physique  
(athlétisme, football, judo, tennis,...)

## Enseignement technique de qualification

Bio-esthétique  
Chimie appliquée  
Secrétariat - Bureautique

*Nouveau dès septembre 1998*

3<sup>e</sup> année - Techniques Sciences  
7<sup>e</sup> année - Gestion des P.M.E.

## Enseignement professionnel

Auxiliaire familial(e) et sanitaire  
Décoration - Ameublement  
Hôtellerie - Restauration



*L'AVENIR PAR UN  
ENSEIGNEMENT DYNAMIQUE*

## NE CHERCHEZ PAS D'EMPLOI, CREEZ VOTRE PROPRE ENTREPRISE !

Un exemple : Marcel VANDERHIOVEN,  
diplômé A2 Electricité en 1965 de l'Ecole Polytechnique de SERAING



créée en 1981

### MICROSERVICE

au Parc Industriel des Hauts-Sarts  
4040 HERSTAL  
Tél. : 04/248.31.09  
Fax : 04/248.22.68

**MICROSERVICE est une société d'informatique  
qui a fêté ses 15 ans d'existence fin de l'année 1996**

Son activité concerne : Vente de matériels et logiciels informatiques  
Développement, installation et formation  
Service après-vente, maintenance, réparation.

La société est agent officiel des marques suivantes :

- SIEMENS-NIXDORF (PC - SERVEURS)
- HEWLETT PACKARD (Imprimantes)
- EPSON (Imprimantes)
- BROTHER (Imprimantes)
- LEXMARK (Imprimantes)
- MICROSOFT (Logiciels)
- CUBIC (Logiciels)

L'effectif actuel de la société est de 8 personnes :

- 2 administrateurs (gestion + vente)
- 1 secrétaire
- 2 analystes programmeurs
- 3 techniciens

**MICROSERVICE s'est spécialisé, d'une part, dans les solutions de gestion (comptabilité, gestion commerciale, gestion des stocks, etc.) principalement à destination des P.M.E. et, d'autre part, à la maintenance de matériel (entretien, réparation) pour sa clientèle et comme sous-traitant pour la firme SIEMENS-NIXDORF.**

## **l'a.s.b.l. CENTRE de COOPERATION TECHNIQUE et PEDAGOGIQUE (CE.CO.TE.PE.)**

Un instrument de liaison économie-enseignement

*Créé en 1974 par le Conseil provincial, cette a.s.b.l. a pour objectif de contribuer à la promotion de l'économie en y associant le réseau d'enseignement de la Province de Liège.*

*Par vocation, le Centre de Coopération Technique et Pédagogique est l'instrument privilégié d'une liaison souple et efficace entre le monde économique et l'enseignement.*

### **5 Départements :**

**CIFOC** : Centre d'Innovation et de Formation Continué

**FORMULTIMEDIA** : Formation par moyens Multimédia

**CEFAP** : Centre de Formation aux Automatismes de Production

**CEFOP** : Centre de Formation Continué du Paramédical

**HORUS** : Centre de Formation Continue et de Recherche en Sciences de l'Information et Sciences Sociales

### **En collaboration avec des partenaires publics et privés,**

nous avons organisé des consultations et formations dans divers secteurs : agriculture, mécanique, construction, informatique, imprimerie, photocomposition, management, communication, pédagogie, auxquels il faut ajouter les domaines spécifiques des départements CEFAP et CEFOP.

### **Que pouvons-nous vous offrir ?**

#### **Des formations :**

De l'ouvrier à l'ingénieur industriel, dans pratiquement tous les secteurs professionnels.  
Du recyclage ponctuel (quelques jours) à la formation approfondie (plusieurs années).  
Notre expérience nous permet de trouver des solutions adaptées à vos problèmes.

#### **Des expertises :**

Un expert peut collaborer sur site si nécessaire, à la résolution d'un problème d'infrastructure, d'équipement, de ressources humaines.

#### **Des productions de supports multimédia :**

Des supports écrits, audiovisuels ou informatiques peuvent être réalisés et produits pour vos formations.

**a.s.b.l. CE.CO.TE.PE.**

**Centre de Coopération  
Technique et  
Pédagogique**

**Rue du Commerce, 14  
B. 4100 SERAING**

**Tél./Fax :  
32 - (0)4/338 28 30**

# **FONDATION JEAN BOETS ASBL**

**Rue du Commerce, 14  
4100 SERAING**

---

Tél. : 04/330 73 47  
Fax : 04/338 28 30

**En collaboration avec l'asbl APRES (Association pour la Promotion  
de l'Enseignement Provincial de Seraing)  
Avec l'aide de la Région Wallonne**

---

**Editeur responsable :**

**Philibert CAYET, Président de la Fondation Jean BOETS  
Rue de Montegnée, 144 – 4101 JEMEPPE**

---